

Unité départementale de Vendée  
10, rue du 93<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
Bat A  
cité administrative Travot , CS 70 766  
85 000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 20 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 30/01/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **IEL EXPLOITATION 26**

Pierre Plate  
85240 Xanton-Chassenon

**Références :** D25.0046  
**Code AIOT :** 0006307980

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement IEL EXPLOITATION 26 implanté Pierre Plate 85240 Xanton-Chassenon. Cette inspection s'inscrit notamment dans le cadre de l'action régionale coup de poing portant sur la vérification des installations électriques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IEL EXPLOITATION 26
- Pierre Plate 85240 Xanton-Chassenon
- Code AIOT : 0006307980
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société IEL 26 est constitué de deux éoliennes de modèle Vestas V100 (E2) et Vestas V90 (E1) pour une puissance totale installée de 4 MW. La hauteur au moyeu est de 105 m pour E1 et 100 m pour E2. Le diamètre de rotor est de 90 m pour E1 et 100 m pour E2. La hauteur totale en bout de pale est de 150 m pour les deux éoliennes. Les hauteurs de garde entre le bout de pale et le sol sont de 60 m pour E1 et 50 m pour E2.

Le parc éolien est autorisé par arrêté préfectoral du 10 novembre 2016, prorogé par arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2021. La maintenance des éoliennes est assurée par l'entreprise Vestas. L'exploitation du parc est assurée par la société IEL Exploitation. La mise en

service du parc date du 24/02/2022.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Protection des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 6.2	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	RA- Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Consignes de sécurité (procédures)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental post-implantation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
7	Suivis faune volante	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 6.3	Sans objet
8	RA – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
9	Protection du paysage	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 6.4	Sans objet
10	RA – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
11	RA – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
12	RA – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
13	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
14	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
15	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
16	Garanties financières (GF)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois ans de suivi environnemental ont été réalisés à ce jour depuis la mise en service du parc : selon les résultats du suivi d'activité des chiroptères en altitude, le bridage doit être renforcé en 2025 pour couvrir la nuit entière.

Sur les émissions sonores du parc, la conformité réglementaire reste à prouver par la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures acoustiques in situ.

Un arrêté préfectoral est proposé en parallèle de l'inspection afin d'encadrer ces dispositions.

Au jour de l'inspection, le suivi technique des éoliennes est rigoureux. Des justificatifs complémentaires sont toutefois attendus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi environnemental post-implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de mortalité faune volante + activité en altitude des chiroptères
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un suivi environnemental a été réalisé en 2022. Un nouveau suivi environnemental a été effectué en 2023 après application au 04/07/2023 du bridage indiqué au constat suivant. Le suivi environnemental a été renouvelé en 2024.</p> <p>Le suivi de mortalité réalisé en 2022 n'est pas en conformité avec la doctrine régionale pour la prise en compte des enjeux avifaune et chiroptères dans l'éolien terrestre (DREAL des Pays de la Loire – 2019) qui demande à minima un relevé hebdomadaire sous chaque éolienne. En effet, 20 relevés ont été réalisés entre le 24 mai et le 27 octobre + 4 relevés en période hivernale. Seul 1 cas de mortalité brute constaté (Alouette des champs) mais avec d'importantes périodes sans relevé de mortalité (début de suivi en semaine 21 et non pas 20, absence de relevé entre le 2 juin et le 21 juin, entre le 30 juin et le 19 juillet, entre le 28 juillet et le 16 septembre (soit aucun relevé au mois d'août), entre le 25 septembre et le 18 octobre). Ce suivi n'est donc pas non plus conforme au protocole national. En 2022, il n'y a pas de restitution de l'activité des chiroptères enregistrée en altitude (les résultats sont globalisés avec les écoutes réalisées au sol).</p> <p>En 2023, le suivi de mortalité est réalisé sur 29 passages d'avril à octobre + 4 passages en février. Ce suivi est conforme au protocole national et à la doctrine régionale. Même si la pression de relevés est supérieure à celle employée en 2022, le suivi présente toutefois des périodes sans relevé assez importantes, compte tenu du taux moyen de persistance des cadavres de 3,75 jours : absence de relevé de mortalité du 27 avril au 15 mai, du 3 au 12 juillet, du 7 au 16 août, du 2 au 13 octobre et du 16 au 25 octobre. 1 cas de mortalité brute chez les chiroptères (P. commune) et 3 cas de mortalité brute chez les oiseaux (2 Alouettes des champs et 1 Buse variable) sont constatés. Les résultats de l'activité des chiroptères en altitude sont présentés (cf. constat suivant sur le bridage en faveur des chiroptères).</p>

Pour la présente inspection, l'exploitant a fourni :

– un rapport intermédiaire du bureau d'étude Ouest AM' du suivi d'activité des chiroptères en altitude réalisé en 2024 (inclut un suivi des habitats) : enregistrement en nacelle de l'éolienne E2 sur la période allant du 25 mars au 27 octobre (cf constat suivant).

– une note de janvier 2025 concernant le suivi réalisé en 2024 par le bureau d'étude Atlam Environnement :

- suivi d'activité de l'avifaune et des chiroptères : suivi au sol + suivi en nacelle réalisé par Ouest AM' (cf constat suivant) ;
- suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères (29 passages entre les mois d'avril et d'octobre + 4 passages en hiver) : aucun cadavre d'oiseau ni de chiroptère retrouvé.

Ce suivi est conforme au protocole national et à la doctrine régionale.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Protection des chiroptères

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bridage en faveur des chauves-souris

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, un plan d'asservissement adapté du fonctionnement des éoliennes en fonction de l'activité des chiroptères ou des conditions météorologiques. Les modalités de ce plan et les éléments de justifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

À défaut de plan d'asservissement fin défini par l'exploitant, le fonctionnement des éoliennes est interdit, du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre, quatre heures par jour (deux heures au lever du soleil et deux heures au coucher).

### **Constats :**

Selon les éléments fournis par l'exploitant, le bridage en place sur le parc depuis le mois de juillet 2023 est le suivant : de mai à octobre, 4 h après le coucher du soleil, vent < 6M/s, température > 10 °C, absence de pluie. Ce bridage n'est pas justifié au regard de l'activité enregistrée en altitude lors de l'état initial et lors du suivi mené en 2022 (résultats de ce suivi non présentés dans le rapport). Par rapport au suivi d'activité en nacelle effectué en 2023, le bureau d'étude relève dans le rapport que : *« Si on cumule les pourcentages d'activité des chiroptères et les conditions météorologiques (vitesse du vent et température), le bridage englobe 97 % de l'activité en altitude. »*. Or, cette affirmation ne semble pas tenir compte de la répartition horaire de l'activité qui peut être appréhendée au regard du graphique présenté en page 36 du rapport de ce suivi mené en 2023. En effet, si on considère sur ce graphique que seules les 4 premières heures de l'activité sont couvertes par le bridage, il est constaté qu'une part très importante de l'activité (de l'ordre de 50 % voire plus) n'est pas couverte. Les 3 pics d'activité à 0h30, 2h30 et 3h30, qui concernent notamment l'espèce très patrimoniale qu'est la Noctule commune, ne sont pas couverts par le bridage en place. En ce sens, le bureau d'étude conclut *« Il est important de noter que l'activité des chiroptères est forte certains mois par rapport au référentiel créé pour les Pays de la Loire par Ouest Am'. C'est le cas en septembre et octobre pour la Noctule commune (VU) et toute l'année pour la Noctule de Leisler. [...] L'activité est assez bien répartie tout au long de la nuit et se prolonge bien au-delà de 4h après le coucher du soleil alors que le bridage actuel s'arrête 4h après le coucher du soleil. La période de bridage pourrait alors être étendue jusqu'au lever du soleil. »*

Il en est de même s'agissant des résultats du suivi d'activité en altitude réalisé en 2024 : le bureau d'étude Ouest AM relève ainsi : *« Sur l'ensemble de la période d'enregistrement, les chauves-souris ont été actives à partir de 19h30 jusqu'à 7 h avec une activité plus marquée en début de nuit (21 h à minuit) mais régulière sur l'ensemble de la nuit liée à l'activité des noctules »*, ce qui est montré à la figure 8 du rapport intermédiaire de Ouest AM en page 22. Le rapport de suivi relève également

que :

– le suivi acoustique en 2024 a mis en évidence la présence d'au moins 5 espèces de chiroptères. La Noctule de Leisler représente l'essentiel de l'activité (1 557 secondes) et la **Noctule commune arrive au second rang (1 129 secondes)**, suivie par la Pipistrelle de Kuhl (162 secondes) et la Pipistrelle commune (45 secondes) ;

– L'activité par mois montre que juillet, août, septembre et octobre représentent l'essentiel de l'activité ;

– l'activité horaire détaillée met en évidence que celle-ci est plus marquée en début et milieu de nuit **sauf en juin et en août où l'activité est plus nette en fin de nuit** ;

– En comparant l'activité moyenne du site à celles des sites de référence suivis par Ouest Am' entre 2020 et 2023, les niveaux d'activité peuvent être évalués pour l'ensemble des chiroptères et par espèce. [...], l'activité globale des chiroptères peut être considérée comme **modérée** [...] L'espèce avec l'activité la plus notable au regard de l'ensemble des sites du référentiel est celle de la Noctule de Leisler ; son activité est supérieure à 86,5 % des sites de référence. **Concernant la Noctule commune elle est supérieure à 61,54 % des sites de référence.**

– La Noctule commune est principalement active entre 15 et 25°C, et entre 0 et 8m/s. La Noctule de Leisler est active entre 11 et 25°C mais peut monter jusqu'à 34°C, et entre 0 et 8 m/s. La Pipistrelle commune est active entre 13 et 24°C, et entre 0 et 8 m/s. La Pipistrelle de Kuhl est active entre 11 et 23°C mais peut monter exceptionnellement jusqu'à 34 °C, et entre 0 et 6 m/s. La Pipistrelle de Nathusius est active entre 14 et 19 °C, et entre 0 et 4m/s.

Le rapport conclut notamment « 90 % de l'activité est inférieure à 6.5 m/s et 90 % de l'activité est supérieure à 14 °C. Pour rappel, le bridage actuel est enclenché lorsque la vitesse de vent est inférieure à 6m/s et lorsque la température est supérieure à 10°C. Celui-ci couvre 89 % de l'activité des chiroptères.**[comme analysé ci-avant pour le suivi réalisé en 2023, cette affirmation ne semble pas tenir compte de la répartition horaire de l'activité et donc du fait que le bridage actuellement en place sur le parc ne couvre que 4 heures suivant le coucher de soleil]**

Bien que l'activité soit davantage répartie en début et milieu de nuit, selon les mois (juillet à octobre), **l'activité se prolonge bien au-delà de 4 h après le coucher du soleil (vers 6 h du matin en octobre) alors que le bridage actuel s'arrête 4 h après le coucher du soleil entre juillet et octobre.** »

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> selon les éléments fournis par l'exploitant, l'inspection des installations classées considère que le bridage en faveur des chiroptères doit être étendu **à la nuit entière** sur toute la période de bridage.

En tout état de cause le bridage doit couvrir au moins 90 % de l'activité enregistrée par espèce, notamment de la Noctule commune. L'exploitant doit, sous 1 mois, proposer à l'inspection des installations classées un pattern de bridage permettant un tel niveau de protection, **démontré** au regard des paramètres de vitesse de vent, de température **et également au regard de l'activité horaire et mensuelle enregistrée**. Cela en utilisant à la fois les données compilées enregistrées en altitude au cours de l'état initial et des 3 années (2022 à 2024) de suivi environnemental post-implantation.

Un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires est proposé en parallèle du rapport d'inspection pour prescrire un bridage renforcé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Nuisances sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 7



**Thème(s) :** Risques chroniques, Bridage acoustique + mesures post-implantation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de procéder, dans un délai de six mois suivant la mise en service industrielle du parc, à une campagne de mesures de bruit permettant de juger du respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces mesures seront effectuées selon les dispositions précisées à l'article 28 de cet arrêté ministériel.

L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées, dans un délai de deux mois suivant la réalisation de cette campagne, le rapport de mesures accompagné des mesures envisagées en cas de dépassement des niveaux autorisés.

Si nécessaire au respect des valeurs limites fixées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit, sous sa responsabilité, un plan de bridage adapté du fonctionnement des aérogénérateurs. Les modalités de ce plan et les éléments de justifications sont tenus à la disposition de l'inspection.

**Constats :**

L'exploitant a fourni le rapport de constat sonore post-implantation réalisé par l'acousticien ALHYANGE, daté du 28/11/2023. Les mesures acoustiques concernent l'impact cumulé des parcs de Xanton I (IEL 29) et Xanton II (IEL 26), voisins et attenants.

Les conclusions des mesures réalisées du 16 mai 2022 au 9 juin 2023 sont les suivantes :

- Les émergences mesurées en période diurne sont inférieures aux seuils maximums admissibles, avec les éoliennes en mode de fonctionnement standard pour le secteur dominant du site, soit le secteur nord – est ;

- Les émergences mesurées en période nocturne sont inférieures aux seuils maximums admissibles pour les points 4 et 5, avec les éoliennes en mode de fonctionnement standard, pour le secteur de vent dominant du site (nord-est). Les émergences mesurées en période nocturne **sont supérieures aux seuils maximums admissibles** pour les points 1, 3 et 6 avec les éoliennes en mode de fonctionnement standard, pour le secteur de vent dominant du site (nord-est).

- **Un plan de fonctionnement optimisé a été défini afin de garantir le respect des seuils réglementaires en période nocturne et par vent de secteur nord-est au voisinage.**

- Le niveau sonore au point de référence est inférieur aux seuils autorisés.

Aucune tonalité marquée n'a été détectée.

L'exploitant a également fourni :

- un document de configuration du bridage sur les machines : d'une part il fait état du bridage instauré en 2018 et d'autre part de celui instauré en 2024 qui correspond au nouveau bridage défini à l'issue de la campagne de mesures réalisée en 2024 ;

- un courriel du maintenancier Vestas du 9/09/2024 confirmant l'implémentation de ce nouveau bridage le 05/09/2024 ;

- une proposition du bureau d'étude ALHYANGE du 18/12/2024 pour la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures acoustique en vue de vérifier l'efficacité du bridage modifié : ce document est acquitté au 07/01/2025 par l'exploitant (signé "bon pour commande").

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> L'exploitant justifiera de la mise en conformité du parc en fournissant à l'inspection des installations classées, le rapport de la nouvelle campagne de mesure, dans un délai de 3 mois maximum.

Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires proposé en parallèle du rapport d'inspection.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : RA- Maintenance des éoliennes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tests d'arrêts et équipements électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un arrêt ;</li> <li>- un arrêt d'urgence ;</li> <li>- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</li> </ul> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente.</p> <p>Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– un tableau de suivi des maintenances préventives depuis la première maintenance à 3 mois ;</li> <li>– rapports de maintenance annuelle réalisée par Vestas, le 13/02/2024 pour E1 et 15/02/2024 pour E2 : tests d'arrêts noté « OK »</li> <li>– rapports de maintenance semestrielle réalisée par Vestas, le 11/09/2024 pour E1 et 12/09/2024 pour E2 : tests d'arrêts noté « OK »</li> <li>– rapports de vérification des installations électriques des 2 éoliennes réalisée le 06/02/2024 (vérification précédente au 06/02/2023) par le prestataire SOCOTEC et qui ne relève aucune observation.</li> </ul> <p>Le rapport de vérification des équipements électriques du poste de livraison n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées. En effet, l'exploitant a transmis par courriel du 7/02/2025 le rapport qui concerne la vérification du poste de livraison du parc de Xanton I (IEL EXPLOITATION 29) et non pas du parc de Xanton II (IEL EXPLOITATION 26).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>=&gt; sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification des installations électriques du poste de livraison du parc.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 5 : Consignes de sécurité (procédures)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, établissement consignes
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– le manuel « Santé, Sécurité » produit par Vestas (janvier 2016) ;</li><li>– le plan de prévention mis à jour au 30/01/2024 ;</li><li>– un document nommé « Mesures de sécurité pour les opérateurs et les techniciens » produit par l'entreprise Vestas : ce document est établi pour les modèles V100 et V110 mais pas pour le modèle V90. En séance, l'exploitant explique que pour ce dernier modèle, les mesures sont les mêmes que pour les modèles V100 et V110. Toutefois, les limites de sécurité de fonctionnement en page 6 du document sont précisées pour chaque modèle et différent pour certains types d'intervention. Les seuils d'entrée en régime de survitesse ne sont pas précisés.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>=&gt; l'exploitant doit préciser les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt pour le modèle Vestas V90, ainsi que les seuils de vitesse de vent d'entrée en régime de survitesse (ou d'arrêt pour éviter cette entrée en régime de survitesse), pour les 2 modèles d'éoliennes qui équipent le parc.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont</p>

positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

**Constats :**

Selon la liste des SIS fournie, les éoliennes sont équipées de détecteurs de fumée.

Les rapports de maintenances préventives fournis témoignent de la vérification régulière (tous les 6 mois) de ces équipements.

Lors de la visite à l'intérieur de l'aérogénérateur n°1, le détecteur a pu être constaté au niveau de la cage du poste électrique de transformation en pied de mât de l'éolienne.

Les étiquettes de vérification des extincteurs (au CO2) en pied de mât de l'éolienne E1 et dans le poste de livraison ne sont pas à jour. L'exploitant a fourni les rapports de vérification des extincteurs dans les deux éoliennes : vérification faite le 13/02/2024 pour E1 et le 15/02/2024 pour E2 : notées "RAS"

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> sous 1 mois, l'exploitant fourni un justificatif de la dernière vérification des extincteurs du poste de livraison.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Suivis faune volante**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 6.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi spécifique avifaune + chiroptères

**Prescription contrôlée :**

En complément du suivi environnemental prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé et réalisé selon le protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées, un suivi spécifique relatif à l'avifaune et aux chiroptères est réalisé durant les trois premières années après la mise en service industrielle du parc.

L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées le rapport de suivi trente-huit mois après la mise en service industrielle du parc.

**Constats :**

Le suivi environnemental réalisé en 2022, renouvelé en 2023 et 2024 concerne :

- suivi de mortalité de la faune volante ;
- suivi de l'activité de l'avifaune ;
- suivi de l'activité des chiroptères (en hauteur et au sol) ;
- suivi de l'évolution des habitats.

Les protocoles de ces suivis sont détaillés dans les rapports.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : RA – Maintenance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Registre de maintenance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations

de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

**Constats :**

En séance, l'exploitant a présenté les éléments informatisés suivants :

- tableau de suivi des maintenances qui permet de suivre notamment le respect des fréquences des diverses maintenances préventives sur les installations ;
- journal des interventions sur les machines qui trace toutes les opérations effectuées sur les éoliennes et les mesures correctives apportées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Protection du paysage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 6.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plantations d'écrans végétaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit, en concertation avec les riverains, les plantations de haies et d'arbres pour limiter la perception visuelle des éoliennes. Il est tenu de fournir à l'inspection des installations classées un bilan de ces mesures dans un délai de trois ans suivant la mise en service industrielle du parc.

**Constats :**

L'exploitant a fourni un rapport sur les plantations de haies et d'arbres réalisées dans le cadre du projet : des fenêtres de visibilité sur le parc depuis l'habitat riverain ont en premier lieu été déterminées, au lieu-dit « Darlais » et route de Saint-Michel à Xanton-Chassenon. Puis, les riverains concernés ont été démarchés pour accord concernant les plantations d'écrans végétaux. Un premier devis a été signé avec un paysagiste local pour les plantations des différentes haies en avril et novembre 2021. Un second devis a été signé pour la fourniture de plants truffiers en septembre 2021 (en faveur d'un riverain qui se charge lui-même de la plantation). Au total, un linéaire de 407 mètres de haies a été planté.

Lors de la visite de terrain au cours de la présente inspection, les plantations ont pu être constatées en place et en bon état apparent, par sondage (haie plantée le long d'un bosquet/jardin, en retrait de la route de Saint-Michel et les haies plantées visibles depuis la rue de la Pointe au lieu-dit "Darlais").

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : RA – Maintenance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liste des SIS

**Prescription contrôlée :**

« III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

« L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

« Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

« IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus

par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni la liste des systèmes instrumentés de sécurité valable pour les deux modèles d'éoliennes qui équipent le parc (vestas V90 et V100). Cette liste répond à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : RA – Maintenance des éoliennes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Brides, mât
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les rapports de serrage des brides de fixation du prestataire AGV industrie : – réalisé le 13/06/2022 pour E1 et 15/06/2022 pour E2 : concernent l'ensemble des brides dont les fixations du mât et des pâles ; – réalisé le 8/03/2023 pour E1 et 10/03/2023 pour E2 : concernent l'ensemble des brides dont les fixations du mât et des pâles ; – réalisé le 16/02/2024 pour E1 et E2 : concernent les « <i>boulons de bras de couple</i> » et les « <i>bras de suspension de vérin</i> ». Le contrôle visuel du mât est réalisé au cours de la maintenance préventive annuelle des éoliennes : point n°14.01 des rapports : notés "OK" pour les deux éoliennes lors de ces maintenances réalisées en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : RA – Maintenance des éoliennes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pales
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les rapports de l'entreprise Vestas de vérification spécifique par drone des pales : – réalisée le 8 février et le 28 août 2024 pour E1 ; – réalisée le 4 mars et le 28 août 2024 pour E2 ; Aucun dommage de classe « sérieux » ou « critique » n'est relevé dans ces rapports. Une vérification visuelle des pales est également réalisée lors de la maintenance préventive annuelle des éoliennes : point 4.14 des rapports, notés OK pour les deux éoliennes en 2024.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

### N° 13 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Lors de la visite sur le terrain, aucun accès libre n'est constaté pour les installations visitées : éolienne E1 et le poste de livraison.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 14 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage consignes
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite de terrain, les panneaux d'affichages des consignes de sécurité à observer par les tiers (consignes constatées conformes) sont constatés aux accès aux deux éoliennes du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 15 : Balisage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fonctionnement du balisage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le balisage diurne fonctionne sur les 2 éoliennes du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Garanties financières (GF)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Attestation de GF
<b>Prescription contrôlée :</b> Constitution, actualisation des GF
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni une attestation de constitution de la garantie financière auprès de la société ATRADIUS, pour un montant de 114 295 €, valable du 01/02/2022 au 31/01/2027.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite